

DES SCIENCES (HUMAINES) SANS CONSCIENCE ?

Journée de réflexion et de débat organisée par le Réseau des Médiévistes Belges de Langue Française (RMBLF)

Archives Générales du Royaume, 4 décembre 2015

« On vit avec quelques idées familières. Deux ou trois. Au hasard des mondes et des hommes rencontrés, on les polit, on les transforme. Il faut dix ans pour avoir une idée bien à soi – dont on puisse bien parler ».

Albert CAMUS, *Noces*, Alger, 1939.

Les sciences humaines et sociales (SHS) vont-elles mal, nos disciplines sont-elles en crise ? Ces questions, nous sommes de plus en plus nombreux à nous les poser, que ce soit dans l'intimité d'un cénacle de collègues ou, publiquement, dans des tribunes publiées çà et là sur le Web. On ne peut se le cacher, un sentiment diffus de malaise règne chez les chercheurs. La faute en revient essentiellement aux dérives connues par nos disciplines en matière de financement et d'évaluation de la recherche. Chacun le constate, en effet : en Flandre comme en Fédération Wallonie-Bruxelles, les sources de financement se tarissent, les places se font rares. Pour un jeune chercheur, quelle que soit la qualité de ses travaux, les espoirs de s'inscrire dans la durée s'amenuisent de jour en jour. Le malaise gagne même des scientifiques bien installés – qui, sur un plan humain, ne voient plus nécessairement l'intérêt de patronner des doctorats et des post-doctorats, si cela implique de n'offrir aucun avenir aux candidats qu'ils ont choisi de soutenir.

Désormais, la carrière des scientifiques et le financement de leurs centres de recherche découlent de plus en plus de leur capacité à faire preuve d'excellence. Or, cette « excellence », sur quoi repose-t-elle ? Essentiellement sur le nombre de publications et sur des facteurs bibliométriques, dont la pertinence peut être remise en question pour les SHS¹. Dès lors, pour exister, et avoir l'espoir de perdurer, publier vite et beaucoup, quitte à se répéter, devient un impératif. Or, si les termes « rapidité » et « créativité » riment l'un avec l'autre, ils ne font pas nécessairement bon ménage. Créer, renouveler, innover, tout cela prend un temps certain. Ce temps consacré à la réflexion et, donc, à l'innovation, est pourtant de plus en plus compté, en raison, notamment, d'une pression à la publication en croissance continue, qui impose aux chercheurs de publier dans des secteurs de plus en plus spécialisés de leur discipline. Il ne s'agit, hélas, pas du seul effet pervers induit par le *Publish or Perish*. Celui-ci nuit aussi à la réalisation de travaux fondamentaux, mais ingrats, telles les éditions de sources, qui n'ont aujourd'hui plus la cote, car jugées moins « rentables » en raison de leur gestation longue. Cette obligation de

1. Jean PÉRÈS, « Les revues de sciences humaines et sociales : l'évaluation de la recherche et des chercheurs », *ACRIMED. Action, critique, médias*, 2014, <http://www.acrimed.org/Les-revues-de-sciences-humaines-et-sociales-1-une-economie-fragile> ; Olivier GOSSELAIN, « Slow science. La désexcellence », *Uzance*, 1, 2011, p. 129-140.

parvenir à des résultats rapides met également à mal la pratique de l'interdisciplinarité, pourtant régulièrement encouragée par tout ce que la vie scientifique compte d'instances dirigeantes. Il faut en effet du temps pour enjamber les barrières disciplinaires, pour appréhender correctement les méthodes de travail de chercheurs issus d'horizons scientifiques différents et, partant, pour comprendre comment ces dernières peuvent nous aider à innover dans notre propre champ de recherche.

En SHS, l'accentuation de la pression à la publication s'accompagne, en outre, d'une course aux revues classées, qui, si elle n'est pas désastreuse en soi, contribue grandement à la marginalisation des ouvrages collectifs et des revues publiées par les sociétés savantes. Or, ces dernières jouaient traditionnellement un rôle important dans le paysage historiographique belge. Les sociétés savantes, les académies et les universités ont effectivement longtemps constitué les principaux éditeurs des publications spécialisées. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que des maisons d'édition privées se sont imposées avec vigueur sur le marché du livre scientifique. Pour minimiser leurs coûts de production sur des ouvrages qui deviennent de plus en plus spécialisés – et ce, pour les raisons déjà évoquées ci-dessus –, ces éditeurs font régulièrement supporter aux auteurs le travail de « pré-publication » (relectures, mise en page, etc.) qui devrait leur incomber, tout en appliquant, pour certains d'entre eux, des tarifs prohibitifs. Il convient pourtant de se demander si la publication de ces ouvrages et revues, dont le contenu est quasi exclusivement financé par des fonds publics, ne devrait pas revenir à des organismes sans but lucratif contrôlés par les scientifiques eux-mêmes. La question de l'*open access* mérite d'être placée au cœur de ce débat, car, fondamentalement, « les bénéfices de la recherche ne relèvent pas d'une économie de l'édition, mais sont bien au-delà, dans les usages politiques, économiques et sociaux de cette recherche. Ce qui définit, en quelque sorte, les contours d'un service public de la recherche scientifique »².

Les dérives managériales, pour ne pas dire néolibérales, que connaissent aujourd'hui les institutions scientifiques nous affectent tous. Elles posent question, surtout. En tant que rouages essentiels de la vie universitaire, devons-nous accepter sans sourciller l'instauration de ce nouveau régime de savoir, qui, à trop d'égards, nous semble boiteux ? Nous ne le pensons pas. C'est pourquoi, face à cette problématique d'une actualité brûlante, le Réseau des Médiévistes Belges de Langue Française (RMBLF – Groupe de contact F.R.S.-FNRS) a souhaité organiser une journée de débat et de réflexion à laquelle participeront notamment des responsables politiques, des scientifiques et des représentants de maisons d'édition. Deux tables rondes seront organisées. L'une nous conduira à nous interroger sur les implications de la définition de « stratégies de publication » en SHS (place de l'édition électronique, place des langues nationales par rapport à l'anglais, etc.). L'autre sera dévolue à la question de plus en plus délicate du financement de la recherche.

2. Jean PÉRÈS, « L'édition en sciences humaines et sociales : une crise de l'édition spécialisée », *ACRIMED. Action, critique, médias*, 2014, <http://www.acrimed.org/L-edition-en-sciences-humaines-et-sociales-2-une-crise-de-l-edition-specialisee>.

Nous en sommes convaincus : face à des évolutions que nous ne souhaitons pas toujours, mais dont nous sommes souvent contraints d'être les complices, sous peine d'être disqualifiés du jeu scientifique, demeurer passifs serait une erreur. Alors que les initiatives individuelles se sont multipliées ces derniers mois, le temps est sans doute venu pour les chercheurs en sciences humaines – hélas peu rompus à l'action commune – de s'unir afin de faire entendre pleinement leur voix. Dans cet état d'esprit, cet événement a été organisé en concertation étroite avec l'ED 4 HISTAR, qui tiendra elle-même une journée d'étude sur des thèmes similaires le 5 décembre à l'Académie royale de Belgique. Y seront notamment abordées la problématique de l'avenir des revues locales et régionales, de l'évaluation chiffrée de la recherche ou encore de la gestion des ressources documentaires (politique d'acquisition des bibliothèques, dépôts institutionnels et *open access*, etc.).

Le RMBLF a le plaisir de vous inviter à ces journées de réflexion et de débat. La parole sera très largement laissée à l'assistance. Venez partager vos expériences, vos sentiments et vos réflexions afin que nous puissions travailler, ensemble, à l'avenir de nos disciplines.